

« Les directeurs d'Hôpital public appellent à regagner les activités conquises par le privé »
Les Echos

Les Echos indiquent que « le Syndicat national des cadres hospitaliers publie aujourd'hui un manifeste alarmiste à l'adresse des candidats à la présidentielle ».

Le journal note ainsi que le SNCH « prône une stratégie offensive du public face aux cliniques et plaide pour une rémunération à l'acte des médecins hospitaliers »

Les Echos expliquent que le syndicat « demande ni plus ni moins la remise à plat du statut «préhistorique» des praticiens hospitaliers », et propose de « rémunérer les médecins 50 % à l'acte, 50 % de façon forfaitaire, et [de] laisser aux directeurs les pleins pouvoirs de les nommer ».

Le quotidien cite le président du SNCH, Philippe El Saïr, qui remarque que « l'effondrement de la chirurgie publique doit servir de leçon. Les hôpitaux perdent leurs meilleurs éléments captés par le privé. L'alternative pour l'avenir est simple : soit l'hôpital recrute les meilleurs, soit il sera cloué au sol pour 20 ans ».

Les Echos indiquent que « l'autre conclusion du SNCH, c'est qu'il faut inciter financièrement les hôpitaux à réduire les flux de malades aux urgences ».

Le journal cite ainsi le syndicat, qui estime que ces flux « asphyxient les établissements et les empêchent de développer des activités spécialisées et programmées ».

Le quotidien précise que « cette stratégie de reconquête implique aussi le passage accéléré à un mode de rémunération des établissements à 100 % en fonction de l'activité ».

Les Echos notent que jusqu'à présent, les formations politiques « restent discrètes » sur les « changements que va engendrer la chute du nombre de médecins d'ici à 2020 ».